

sangrienta, que se vá cegando con cabezas humanas; y quebrante en las manos del público asesino el puñal con que amenaza y aniquila.

Esto esperamos que alcance el poder de la verdad. No mueve nuestra pluma odio de partido: nadie puede equivocarse tanto que así lo crea: Rosas no es gefe de un partido; no representa principio alguno político; no se toma siquiera el trabajo de alucinar, haciendo creer que lo representa: su ya gastado estandarte de *federacion* á ninguno engaña: los que le combatimos no somos *un partido*, ni lo son tampoco las hordas de populacho que le sostienen: luchamos contra él como contra una calamidad universal: estamos ciertos—cierto por nuestro reflexivo convencimiento—de que venceremos los soldados con que Rosas nos invadió: pero despues de vencidos, aun hecha la paz *entre los dos Estados*, hablaríamos como hoy hablamos; porque no es la agresion presente lo que combatimos:—es el sistema, es la maldad, el fraude, la sed de destruccion que le constituyen; y contra ese sistema pedimos que se levante una Cruzada de civilizacion y de virtud, que aniquile y disperse los elementos de la barbarie, y del crimen.

No confiamos, al pedirlo, en la fuerza de nuestras palabras; confiamos solo en el alto poder de la VERDAD.



LES ÉVÉNEMENTS

DU

RIO DE LA PLATA,

DANS LEUR RAPPORT

AVEC

LES AGENTS ÉTRANGERS

et avec

L'intervention Franco-Anglaise.

(Traduit de l'Espagnol.)

par
M. Des Brosses.

Il primo de' nostri doveri si é l'amore
della verita, e la fede in essa.

SILVIO PELLICO. *Dover. degl. Uomini.*

varola
&

MONTEVIDEO.

1838.

Imprimerie du National.

Lorsqu'on blâme dans cet écrit la conduite des Agents Etrangers, dans le Rio de la Plata, il faut en excepter ceux qui représentèrent la France, dans sa question avec Rosas, depuis 1838 jusqu'à 1840. Ces Agents, éclairés, probes, et loyaux, donnèrent à leur Gouvernement des idées justes de Rosas et de son système : mais le rôle de *belligérants* qu'ils jouaient, dans cette circonstance, rendait naturellement suspectes leur paroles.

On doit aussi faire une exception honorable de Mr. Griffiths, Consul Britannique à Buenos Ayres. La présence d'un Ministre résident dans cette Capitale a peut-être détruit l'effet que les informations du Consul auraient pu produire.

ROSAS ET SON SYSTEME.--LES AGENTS ETRANGERS.--
LE COMMODORE PURVIS.--D. MANUEL ORIBE.--
LE BRITISH PACKET ET LA GAZETTE MER-
CANTILE DE BUENOS AYRES.



Une accusation très grave pesera éternellement sur la majeure partie des Agents qui, depuis douze ans, ont représenté les Nations Etrangères dans le Rio de la Plata. Il peut y en avoir, parmi eux, qui se rient *aujourd'hui* de cette accusation qui compromet leur honneur, leur capacité, leurs sentiments, parce que beaucoup d'entre eux ne sont pas étrangers aux passions sorties de la lutte ardente qui nous dévore,

Peut-être aussi quelques-uns des Gouvernements Etrangers ne comprennent-ils pas *encore aujourd'hui* la conduite imprévoyante ou culpable de leurs représentants, parce que, sans autres organes que ceux-ci pour connaître nos pays, ils reçoivent naturellement des impressions fausses d'esprits faussés.

Mais les passions se tairont enfin ; la voix de la vérité pénétrera pure dans les Cabinets ; alors tous, représentants et représentés, reconnaîtront la gravité de cette accusation.

Expliquons-nous :

Il y a douze ans que Rosas a effrontément jeté le masque pour établir sur les bords de la Plata un système de gouvernement dont les bases sont l'ignorance et le mensonge, dont les moyens ont toujours été la corruption, l'outrage, la spoliation et la mort, dont la fin est l'anéantissement éternel de tout germe de morale, de civilisation et de progrès, pour dominer sans frein le pays, comme son type, Francia dominait le Paraguay.

Les éloges de ses salariés, et de ses parasites, le verbiage, vide de sens, au moyen duquel on a prétendu déguiser l'énor-

mité de ses crimes, n'ont jamais pu éblouir aucun homme probe ou sensé. Les faits étouffaient les paroles.

Tout établissement scientifique ou littéraire, tout asile de bienfaisance, cessa d'être soutenu par le gouvernement : les premiers sont restés fermés depuis bien des années, et la charité privée soutient les autres. Le portrait de Rosas, reçu aux portes des temples par des prêtres revêtus de leurs habits sacerdotaux, a cent fois été porté, au chant des cantiques, au milieu de la fumée de l'encens, à côté du Tabernacle. L'entrée de la maison du Seigneur, la communion des fidèles, ont été refusées à ceux qu'il qualifiait d'Unitaires : leur extermination a été préchée, du haut de la chaire de vérité, comme vertu évangélique, comme obligation du chrétien. Les confiscations en masse et la vente à vil prix des biens confisqués, ont été publiées officiellement par la presse. Les immenses fortunes à la tête desquelles se trouvèrent bientôt des hommes, pauvres la veille, hier encore prolétaires, et la ruine subite de familles naguère opulentes et rangées, dénoncent d'une manière aussi vraie qu'effrayante la corruption et la mutation violente de la propriété. Les têtes de citoyens inoffensifs et des plus respectables ont été promenées suspendues à des chars, ou ont été exposées en public sur les étales des bouchers ; il y a plus encore ; on a discuté officiellement avec un Amiral français, investi de hautes fonctions diplomatiques, pour décider si une de ces têtes, ainsi tranchée, était française ou espagnole. Celle de Zelarayan, apportée des campagnes du Sud, a été exposée dans le salon de Rosas, en présence de sa famille, et Lucien Mancilla, beau-frère de celui-ci et revêtu du titre de Général, a insulté M. Mandeville, Ministre Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, en lui montrant les oreilles salées du colonel Borda, envoyées de Tucuman par D. Manuel Oribe.

Les Représentants de nations civilisées et chrétiennes ont été témoins de ces faits horribles : ils n'oseront pas le nier. Ces faits révélaient, avec une éloquence effrayante, un système de perversité et de crime, que rien ne peut excuser. Ces agents ont vu ce système dans toute sa difformité ; ils ont parfaitement compris toute sa tendance ; ils se sont sentis saisis d'horreur à la pensée qu'un pareil gouvernement pourrait s'établir dans leur pays.

Et cependant ils ont gardé le silence, et ils ont rendu hommage, ils ont entouré de leur respect, le fondateur, le soutien, le représentant incarné de l'exécrable système !!

Aucune presse Européenne, aucune presse de l'Amérique du Nord, si fière de sa liberté, n'a dénoncé au Monde ces crimes horribles, appuyée qu'elle aurait pu être par l'autorité respectable d'un Agent accrédité.

Bien loin de là, si quelques uns d'entre eux ont élevé la voix, ce n'a jamais été qu'en faveur de l'homme et du système. Sir Woodbine Parish, le premier coupable de ce crime, a trompé l'opinion et le jugement de son pays, en publiant un livre d'autant plus dangereux, que les mille faussetés qu'il renferme, et par ce qu'il dit, et par ce qu'il tait, sont déguisées sous un style modéré, sous l'apparence de l'impartialité et de la candeur (1) L'amiral Mackau, témoin des massacres du mois d'Octobre 1840, n'a pas craint de défendre avec chaleur, devant la nation française, l'homme qui lui a jeté au visage, pendant qu'il négociait avec lui, la tête de Varangot ; et Mr. Jean Henry Mandeville, Ministre Plénipotentiaire de la Grande Bretagne, autorise, s'il ne les dirige lui même, les publications hebdomadaires du *British Packet*, entreprise anglaise, qui outrage en anglais tous ses compatriotes, parcequ'ils ont demandé au commandant en chef des forces de leur souveraine la protection qu'ils ne peuvent obtenir du droit des gens, sous le régime arbitraire d'hommes auxquels le droit des gens est inconnu ; en même temps qu'il publie, appuie et loue la circulaire du 1er Avril, déjà jugée, par laquelle Oribe condamne les étrangers résidant à Montevideo à la confiscation et à la mort.

Voilà ce qu'ont fait les Agents Etrangers chaque fois qu'ils ont élevé la voix. Il faut bien que l'Europe avoue, non sans honte, qu'après avoir entretenu pendant vingt ans (2) des Agents Consulaires et Diplomatiques au près des nouveaux Etats de l'Amérique, elle n'en a tiré aucun service, aucune utilité réelle, ni pour la politique des cabinets, ni pour la production, l'industrie ou le commerce des pays qui maintiennent ces agents.

Sans comprendre—car jamais ils n'ont pris la peine de les étudier—les causes de l'anarchie et des désordres dont ils étaient témoins, ils ont établi en principe qu'il est impossible de gouver-

(1) Buenos Ayres and the Provinces of the Rio de la Plata, by Sir Woodbine Parish—London 1838. Ce livre a obtenu quelque vogue en Angleterre : il ne la mérite pas. Il renferme non seulement beaucoup de faits entièrement faux, mais encore, beaucoup de fausses explications de faits véritables. C'est, de plus, un livre de parti, dans lequel l'auteur a pris un très grand soin de taire les noms des personnes qui ont fait tout ce que lui même trouve bon, noble, progressif et civilisateur, en même temps qu'il répète à chaque instant le nom de Rosas et qu'il prône ses actes. Nous publierons un jour pour l'édification de l'Angleterre, une réfutation complète de ce livre. Pour le moment nous nous bornerons à en citer quelques fragments.

(2) La première puissance européenne qui ait reconnu l'indépendance des nouveaux Etats, est l'Angleterre, qui le fit en 1823.

ner ces pays-ci sans leur imposer un despotisme de fer, auquel ils ont donné le titre pompeux de *Gouvernement fort* : leur aveuglement d'abord, plus tard leurs engagements personnels, les ont conduits à appuyer l'empire des Despotes, et à accrédi- ter l'horrible système des facultés extraordinaires en lui gagnant les sympathies des Gouvernements Européens ; et, lorsque l'action corrosive de ce système irresponsable et brutal a détruit le commerce, anéanti la richesse, décimé les populations consommatri- ces, alors, même alors, les Agents Etrangers ont trompé leurs Gouvernements et leurs pays, en expliquant faussement les causes de ces tristes résultats, qui déjà éveillaient l'attention par les coups funestes qu'ils portaient aux centres manufacturiers de l'Europe.

Cette assertion exige des preuves. Sans les chercher—car il ne la mérite pas—dans l'écrit que fit publier l'amiral Mackau par son aide-de-camp Page, dans la *Revue des deux Mondes*, non plus que dans le discours prononcé plus tard par l'amiral lui même à la tribune des Pairs pour justifier le traité qui lui a valu l'entrée de la Chambre Haute, nous les prendrons spécialement dans le livre de Sir Woodbine Parish.

Et nous le préférons, non seulement parce que c'est l'écrit le plus grave et le plus officiel qui ait été produit jusqu'à présent sur le Rio de la Plata par les Agents Diplomatiques, mais encore parceque c'est le travail d'un anglais, entrepris pour l'Angleterre, dont le commerce avec ce pays est le plus riche et le plus étendu.

Laissons parler M. Parish lui-même. Selon lui, les im- portations anglaises (1) dans la Plata—leur valeur représentée en livres sterlings, et chaque série d'années estimée à une moyen- ne annuelle (average)—ont suivi la progression suivante :

De 1822 à 1825 £ 909,330 par an.
De 1829 à 1837 £ 643,291 id. id.

Différence £ 266,039 chaque année.

Sir Woodbine Parish appelle les quatre années de la pre- mière période *années de paix* : elles ont été, effectivement, cel- les de la plus grande prospérité de Buenos Ayres, celles de son apogée politique, commercial et même littéraire, sous les Gou- vernemens qui établirent le système Représentatif, proclamèrent la tolérance en matière de religion, fondèrent les banques et les écoles publiques, consolidèrent la dette nationale et, pour la rembourser, créèrent le crédit public.

(1) *Celles des autres pays suivaient naturellement la meme progression.*

Mais M. Parish n'établit aucune classification pour les neuf années qui composent la seconde période, comme s'il avait craint de déclarer publiquement que ces années de déficit et d'arriéré appartiennent toutes au Gouvernement Dictatorial et irrespon- sable de Rosas. Le résultat indubitable est que, pendant les années de la dictature, les importations ont été de près d'un tiers moindres que pendant les années des Gouvernements d'ordre et de civilisation. Mais M. Parish a pris le plus grand soin de cacher la cause de cette différence, et de ne pas révéler à la nation anglaise le système du Gouvernement de Buenos Ayres à chacune des époques qu'il compare. De quoi servait cepen- dant aux fabricants et producteurs anglais la connaissance du fait, si on les laissait dans l'ignorance de la cause dont il était le résultat ?

M. Parish reproduit plus loin un état comparatif des im- portations, sur nos marchés, d'étoffes de coton, de fil, de laine et de soie, dans les proportions suivantes :

	De 1822 à 25 moyenne annuelle en yards	De 1834 à 37 moyenne annuelle en yards
Cotonnades	10,811,762	18,151,764
Toileries	996,467	1,176,941
Lainages	139,037	100,183
Soieries	16,612	15,047

L'auteur appelle l'attention sur l'augmentation *presque double* des tissus de coton, sans comprendre, ou en ayant soin de cacher, que c'est une preuve tres éloquente de la décadence de Buenos Ayres, puisque, à mesure que l'introduction des tis- sus consommés par les gens pauvres s'accroît, les étoffes de laine et les soieries, objets réservés pour les familles aisées, diminuent considérablement pendant les années de la Dictature de Rosas. Ce fait est encore plus remarquable, si l'on prend garde que dans la dernière des périodes comparées, la population de Buenos Ayres avait considérablement diminué ; ainsi, une consommation plus grande d'étoffes de coton par une population moindre, démontre clairement la marche rétrograde et la pau- vreté de la population qui reste.

Le livre du Diplomate anglais nous révèle une autre vérité qui opprime la pensée et le cœur : c'est sans doute pour cela qu'il se borne à l'exprimer dans le froid langage des chif- fres.

Nous voulons parler du commerce des *armes et des mu- nitions de guerre*. En 1830, lorsque Rosas, arrivant à peine au pouvoir, n'avait pas encore pu développer son système d'exter- mination, la valeur des armes introduites d'Angleterre fut

de —	£	158
En 1831		443
En 1832		345
En 1834 elle s'éleva à		3,035
En 1835 à		6,388

Ainsi, pendant que, sous le système meurtrier de Rosas, la consommation des objets qui révelent la richesse et les habitudes de civilisation des peuples, diminuait d'une manière désespérante, on voyait s'augmenter, dans une horrible proportion, celle des instruments de guerre et de destruction, que le protégé de Sir Woodbine Parish faisait répandre sur tout le territoire de la République, pour en décimer les populations. Ce fait, d'une éloquence si hideuse, n'a arraché à l'auteur ni une observation, ni une seule parole, et peut-être n'en aurait-il pas fait mention, si les *armes et les munitions de guerre* ne devaient pas figurer dans un état général d'importations. Et qu'on ne dise pas qu'il ne pouvait descendre à de si minutieux détails, car ce fait intéressait bien autrement le gouvernement et la nation Britannique, l'humanité tout entière, que le soin que prend Mr. Parish de nous raconter, de la manière la plus minutieuse, de quels stratagèmes il se servait pour détruire, dans sa maison, les fourmis, qui, malgré toutes ses précautions, mangeaient son sucre et ses confitures.

Mais l'auteur Diplomate arrive à un point pour lequel il ne mérite ni pardon, ni excuse. Il reconnaît que pendant l'occupation de Montévidéo par les Portugais et les Brésiliens, son commerce était extrêmement insignifiant (page 350); que ce commerce s'accrut rapidement depuis l'indépendance de la Bande Orientale; et que "Montévidéo est devenu comme une espèce d'entrepôt pour l'approvisionnement des Provinces Argentines; à ce point, que les étoffes étrangères ont atteint, en 1836, le chiffre de 3,500,000 piastres fortes, tandis que les exportations s'élevaient presque à la même somme, et constituent aujourd'hui une partie importante des retours, dans la balance générale du commerce du Rio de la Plata."

"Le montant des importations," ajoute Mr. Parish, "a diminué d'autant à Buenos Ayres."

Voilà donc les deux marchés de la Plata mis en opposition; voilà donc déclarée, par un agent public de la Grande-Bretagne et par l'irrésistible langage de la statistique officielle, la grande décadence du commerce de Buenos Ayres, depuis 1829 et le progrès prodigieux de celui de Montévidéo pendant la même période.

Sir Woodbine Parish, obligé d'expliquer cet intéressant phénomène aux producteurs et fabricants de son pays, donne

pour toute raison l'indépendance de la Bande Orientale et la réduction des droits d'importation à Montévidéo; raison, non seulement pauvre et défectueuse, mais encore fautive dans son essence même, puisque les droits à Montévidéo étaient les mêmes qu'à Buenos Ayres. Mais il ne dit pas un mot de la manière dont sont gouvernés les deux pays dont il compare le commerce: il tait soigneusement que cette décadence du commerce de Buenos Ayres, commence en même temps que le gouvernement irresponsable et sanguinaire de Rosas et continue avec lui, et que les progrès de Montévidéo naissent et grandissent avec le système constitutionnel, responsable, parfaitement libre, franc et ouvert, qui régit le pays depuis son indépendance.

Voilà ce que n'a pas dit Mr. Parish, et c'était la seule chose qu'il fut dans l'obligation de faire connaître au Peuple et au Gouvernement anglais, parce qu'une fois qu'il aurait révélé la cause de la décadence du marché de Buenos Ayres pour l'industrie et les produits manufacturiers de la Grande Bretagne, on y aurait appliqué le remède avant que le mal arrivât, comme il est enfin arrivé, à son comble.

Assez d'exemples. M. Parish n'a fait dans son livre que ce qu'on fait en général les Agents Etrangers, qui, à diverses époques, ont résidé dans le Rio de la Plata. Et c'est pour cela que leurs Gouvernements et leurs pays sont restés dans l'ignorance la plus complète de ce qu'est réellement le diabolique système de cette *effrayante personification*, qui vient occuper, au milieu du 19.^e siècle, la première place parmi les Tyrans dont les biographies composent le Martyrologe des Peuples. Les cris de ses victimes, l'appel que tant de fois elles ont porté devant les nations civilisées et chrétiennes, ont manqué d'autorité et ont été pris pour l'expression mesongère des haines de Partis, par le contraste qu'ils offraient avec des livres comme ce lui de Sir Woodbine Parish, ou tout au moins, avec le silence approbateur des Agents Etrangers. C'est la vérité bien amère, une vérité reconnue et sentie par tous les hommes de bonne foi, qui ont parlé des crimes de Rosas, loin du théâtre sur lequel ils les commet. Ils ont toujours été démentis, en leur disant qu'aucun Agent Etranger ne résiderait auprès d'un pareil Gouvernement, ou qu'il ne manquerait pas de découvrir de si énormes crimes.

Aucun d'eux, en effet, ne les a jamais dénoncés. Ils ont vu les faits, ils ont bien compris le système, ils l'ont condamné avec dégoût: mais tremblants ou fascinés à la vue de cet homme qui les remplissait d'horreur, il n'en est pas un seul qui ait osé, jusqu'à présent, déclarer ouvertement, en présence du criminel, une vérité dont sont tous pénétrés, qu'il est essentiel que le monde entier connaisse, et qu'ils auraient dû proclamer hautement et de la manière la plus énergique.

Ils le devaient, et pour leur honneur et par l'obligation que leur en faisait leur situation.

Des causes faciles à comprendre font des Etats de l'Amérique du Sud des pays d'immigration, destinés à se peupler et à s'enrichir, comme ceux de l'Amérique Septentrionale, par le concours des bras et des capitaux Européens, en même temps qu'ils offrent des marchés immenses à la consommation des produits de l'industrie transatlantique, et qu'ils envoient aux fabriques étrangères les matières premières qu'elles doivent employer. De là l'immense différence dans la nature des relations politiques et diplomatiques des Etats Européens entre eux, et de celles de ces mêmes Etats avec ceux de l'Amérique jadis Espagnole. L'immigration et le commerce forment la base de ces dernières, sans que l'on puisse agiter avec nous ces questions d'équilibre, d'influence politique, de concurrence commerciale ou manufacturière, de rivalité de produits coloniaux, qui forment les bases des premières.

Mais l'immigration et le commerce entraînent nécessairement l'accumulation d'une masse considérable de personnes et de capitaux étrangers, dont la conservation et le progrès exigent, comme condition première et indispensable, la tranquillité publique, l'inviolabilité des personnes et des propriétés et une sage liberté, accordée au travail et à l'industrie. L'Europe a le droit d'exiger ces conditions des Gouvernements Américains: mais aussi est elle dans l'obligation de protéger, dans les nouveaux Etats, par l'appui de son influence civilisatrice, les Gouvernements qui se déclarent en faveur de la civilisation et du progrès de ces pays.

Tel est, et non la menace et la force brutale mal appliquées, le seul moyen juste, moral et positivement efficace, de protéger les populations qu'elle envoie en Amérique.

Et cependant, c'est toujours le contraire que l'on a fait jusqu'à présent. Les Gouvernements Européens ont exigé, de ceux de nos Etats d'Amérique, qu'ils observassent envers les Etrangers les conditions de paix et de respect aux personnes et aux propriétés, en même temps qu'ils appuyaient de leur influence, de tout leur pouvoir, des Gouvernements dont le système est la guerre habituelle, le renversement à main armée de tout droit reconnu, de tout principe civilisateur, la volonté individuelle sans frein, au lieu de l'autorité établie par la loi; et qui proclament comme Principe Américain la haine de l'Etranger et la prétention de le soumettre à la même règle discrétionnaire à laquelle ils assujétissent leurs nationaux. (1)

1 Cette fousberie du Principe Américain n'a nulle part été si bien regue, en Amérique, que dans l'Empire du Brésil. Et

Et qui peut-on accuser de si monstrueuses aberrations dans la politique et dans la conduite des cabinets Européens, sinon leurs représentants dans ces pays éloignés? Est-il admissible que Rosas et son système eussent obtenu, pendant si long-temps, l'appui, le respect, la tolérance des premiers Gouvernements de l'Europe, si la voix de leurs Agents à Buenos Ayres avait confirmé officiellement les horribles vérités que chacun, moins eux, proclamait? Est-il croyable que des Gouvernements dont les sujets affluaient en si grand nombre dans ces pays, dont le commerce recherche sans cesse des consommateurs, et de riches marchés, eussent toléré en silence un système qui les exclut d'un des marchés les plus opulents, si leurs Agents leur avaient dit: " La proscription et l'échafaud ont décimé la population naguère consommatrice de Buenos Ayres: les confiscations ont réduit à la misère ceux qui n'ont pas émigré: les frais extravagants d'une guerre civile injustifiable et de deux guerres étrangères, provoquées intentionnellement par Rosas, ont détruit la valeur du moyen circulant: la dette intérieure qui, en 1827, n'était que de 13 millions et demi de piastres, s'est élevée, dix ans plus tard, à près de trente six millions (2): la guerre

là, cependant, moins que partout ailleurs, devrait-elle être admise; car, de tous les Etats Américains, le Brésil est le seul qui ait avec l'Europe des relations de famille et de système politique, le seul qui jouisse d'un régime constitutionnel libre, solidement établi sur le principe de l'ordre légal, principe diamétralement opposé à celui des facultés extraordinaires, sans lesquelles Rosas a officiellement déclaré qu'il ne pouvait pas gouverner. On s'est mille fois demandé au Brésil—et dans la presse, et à la tribune nationale—Qu'est-ce que le Principe Américain que proclame Rosas? En quoi consistet-il? Quels éléments le constituent? Quel est le résultat qu'il se propose? Et personne n'a jamais pu résoudre une seule de ces questions; chacun répète le mot sans s'apercevoir qu'il n'a pas de sens, que ce n'est qu'un mensonge consacré. Le Principe Américain de Rosas fut mis à nu dans les discours de ses Députés, lorsqu'ils s'occupèrent de la médiation Franco-Anglaise: Haine aux Européens, par cela seul qu'ils ne sont pas Américains—c'est l'instinct du sauvage qui cherche à détruire l'homme civilisé. Et le Brésil se trompe plus qu'aucun autre pays dans ses sympathies pour Rosas. L'intérêt du moment—et encore est-il bien mal compris—l'aveugle sur l'avenir, lui fait méconnaître des engagements contractés, le sépare de ses alliés naturels. Mais celui-là vivra peu, qui ne verra pas détruite l'illusion de l'Empire.

(2) Voyez Sir Woodbine Parish, pages 384 à 386. Les fonds, qui représentent la dette intérieure consolidée, s'élevaient à

“ absorbe aujourd'hui tous les bras qui avant préparaient, ras-
“ semblaient, conduisaient et livraient à l'européen les produits
“ du pays : l'étranger n'est pas plus protégé par la loi que le
“ national lui même, parce qu'aucune loi ne protège, là ou la
“ volonté de celui qui commande est la seule loi reconnue : ce sys-
“ tème, (donnez-nous toute votre attention ; cela le mérite bien)
“ ce système existe depuis quatorze ans ; chaque jour on nous
“ annonce que nous allons recueillir ses fruits—l'ordre et la paix—
“ et chaque jour en voit s'éloigner le terme, parce que chaque
“ nouvelle violence, chaque confiscation, chaque boucherie
“ nouvelle, augmente les haines et les vengeances : mettez fin
“ à ce système, ó vous qui en avez le pouvoir !”

Oh ! il n'en faut pas douter : les Cabinets Européens
auraient arrêté depuis long-temps ce torrent déchainé de la bar-
barie, si leurs Représentants leur avaient parlé ce langage. La
preuve la plus convaincante de cette vérité, est la résolution,
dernièrement et tardivement prise, par la France et par l'An-
gleterre, de mettre un terme à cette guerre d'extermination et
d'opprobre. Les énormités du système se sont accrues au point
qu'il n'est pas possible d'en cacher la moindre partie au monde
civilisé ; les intérêts individuels, frappés de mort, ont trouvé de
l'écho sur tous les marchés, dans tous les centres de production,
et les Cabinets ont enfin reconnu que ce que leurs Agents leurs
représentaient comme les mensonges de l'esprit de parti, était
la pure vérité. C'est alors qu'ils se sont décidés à mettre fin à
cette affreuse lutte.

Et quelle est, même dans cette circonstance, la conduite
des Agents qui représentent ces deux Cabinets à Buenos Ayres ?
Leurs actes officiels sont là pour qu'on les juge : ce sont eux qui
parlent ; qu'ils se gardent bien de dire que nous manquons à
la vérité.

Ils offrent à Rosas la médiation collective des deux pre-
mières puissances de l'Europe. Il avait le droit de la refuser
et pouvait le faire sans les offenser, avec réserve et dignités. Mais
il aurait fallu, pour cela, imiter les Gouvernements civilisés et
donner un démenti au système de la barbarie ; Rosas rejette
donc la médiation, par sa note du 18 Octobre 1842, document
unique dans les annales de la Diplomatie, rédigé dans ce style
de rage indécente dont se sert Rosas avec les coriphées de sa
Mazorca ; document dans lequel un des Gouvernements aux-
quels la médiation est offerte, et que les Pouvoirs médiateurs
reconnaissent comme Gouvernement constitué, légal et ami, est

13,360,000 piastres en Septembre 1827 : au commencement de
1837 ils arrivaient à 35,917,166 piastres ; accroissement en 10
ans, 22,557,166 piastres.

traité par l'autre dans les termes et avec les épithètes dont se
compose le vocabulaire de la populace de Buenos Ayres : docu-
ment que tout Diplomate, par respect pour lui même, aurait du
rejeter comme une insulte grossière, comme un outrage impar-
donnable, et qui cependant a été accueilli sans observation au-
cune et bientôt publié officiellement par Rosas, comme monu-
ment de la plus insolente effronterie de sa part, de la plus humble
tolérance de celle des Diplomates qui l'ont reçu.

C'était trop peu, qu'une pareille insulte : Rosas voulait
que son rejet de la médiation fut aussi accompagné du mépris
et de la menace : ceci était plus en harmonie avec le système.
Il remit la correspondance échangée entre lui et les Médiateurs
à cette réunion d'hommes perdus, qu'il appelle Représentants de
la Province, et qui naturellement approuvèrent sa conduite, en
lui votant des *actions des graces*.

Pendant que ces Représentants vomissaient l'injure et la
menace contre les étrangers, dans des discours que Rosas pre-
nait soin de publier officiellement, la populace de Buenos Ayres,
ayant à sa tête les *Agents de la Police et les musiques des troupes
de la garnison*, parcourait les rues de Buenos Ayres en poussant
des cris de “ *Mort aux étrangers !* ” “ *mort aux amis de Rivera !* ”
menaçant les premiers et passant intentionnellement devant les
maisons des ministres médiateurs (1).

Il était évident pour tout le monde que Rosas ordonnait
et dirigeait lui même ces insultes, ces menaces—formules ordi-
naires des Gouvernements d'émeute et de crime :—les Pléni-
potentiaires médiateurs le reconnurent et le déclarèrent. Mr.
Mandeville, dans la plainte qu'il en fit par sa note du 18 Novem-
bre, dit : que les réunions de gens qui commettaient ces actes
étaient accompagnées d'employés civils et militaires ; que, “ si
“ ces actes avaient seulement été le fait de la populace de la ville,
“ il n'aurait pas importuné le Gouvernement à ce sujet ; mais
“ qu'ils avaient été autorisés par la présence d'employés du Gou-
“ vernement, dont le devoir est d'arrêter et de réprimer de pa-
“ reilles démonstrations populaires de vengeance féroce contre des
“ étrangers inoffensifs. ” Les mêmes idées, quoiqu'en d'autres
termes, sont exprimées par Mr. De-Lurde, dans sa note de la
même date.

Il n'était pas moins évident que les menaces et les insultes
étaient dirigées spécialement contre les Ministres médiateurs.

(1) Tous ces faits sont constatés dans les notes de MM.
De-Lurde et Mandeville, en date en 18 Novembre 1842, publiées
officiellement dans la Gazette Mercantile du 15 Décembre. On
trouve aussi dans cette feuille tous les documents relatifs à cette
honteuse négociation.

Le fait est prouvé par le soin que mettait la Police à pousser la populace vers les hôtels des Légations; les Ministres eux-mêmes l'ont ainsi reconnu. Mr. Mandeville disait dans sa note: "on a vociféré des cris de mort contre les amis de Rivera, parmi lesquels doivent être comprises les Puissances médiatrices, puisqu'elles sont amies des deux parties."

Il était donc évident, officiellement reconnu, que la bienveillance, toujours honorable et d'une haute humanité, avec laquelle la France et l'Angleterre offraient leur médiation pour arrêter le torrent de sang qui noie ces malheureux pays, avait été reçue par Rosas comme un acte d'hostilité et qu'il y avait répondu par des insultes grossières et des menaces insolentes dirigées contre les Ministres chargés de cette médiation, et contre les sujets des Nations qui l'offraient. Quelle révélation plus éloquente veut-on de ce qu'est le système de Rosas? Quelle circonstance plus opportune pour mettre un frein à ce chef insolent et lui enseigner comment on traite avec des hommes et des peuples civilisés? Mais non: les Agents Français et Anglais se contentèrent d'adresser au ministre de Rosas une requête à l'effet de réprimer à l'avenir des scènes si indignes; tous deux eurent même bien soin d'exprimer la confiance qu'ils plaçaient dans la haute position et l'intégrité de Rosas et dans les franches et bienveillantes explications qu'ils en avaient reçues dans d'autres circonstances. A Montévidéo, où la liberté d'écrire est une vérité constitutionnelle, un de ces mêmes Agents s'était plaint précédemment d'articles publiés dans le "National" contre la politique française, et le Gouvernement, avait eu la coupable condescendance de retirer au journal par un décret public, sa protection et son appui. A Buenos Ayres, au contraire, où rien ne se meut sans la volonté du Dictateur, des employés civils et militaires se mettent à la tête de la populace et vont insulter et menacer à la porte même de leurs maisons, les Plénipotentiaires de la France et de l'Angleterre; et pas une réclamation contre ces employés, pas un mot pour faire châtier leur crime, pas la moindre satisfaction, même verbale, n'est faite ou demandée par les hauts personnages auxquels est confiée dans la Plata l'honneur de deux grandes Nations. Il y a plus encore: ils reconnaissent officiellement que les insultes faites aux amis de Rivera sont des insultes faites contre eux mêmes, parce que, comme Mediateurs, ils étaient les amis de ce Magistrat; et ils reçoivent, cependant, l'indécence note du 18 Octobre, dans laquelle Rivera et ses amis sont traités par Rosas dans des termes à peine convenables pour des conversations de taverne!!!

Peu de temps après, fut livrée la désastreuse bataille de l'Arroyo Grande: les dangers de Montévidéo étaient évidents: le devoir officiel des deux Agents fut plus fort que leurs sympathies, et ils passèrent la fameuse note du 16 Décembre, annon-

çant à Rosas que les Gouvernements Français et Anglais étaient résolus à terminer la guerre et exigeaient la cessation immédiate de toute hostilité, en même temps qu'ils s'opposaient à ce que les Troupes Argentines passassent la frontière. A cette double requête Rosas répondit en traversant l'Uruguay et en assiégeant Montévidéo. Les auteurs de la fameuse note se turent, et loin d'opposer dès lors le moindre obstacle aux opérations du Dictateur, ils prirent le plus grand soin, sinon de favoriser ses projets, du moins de n'y mettre aucune entrave, sous le prétexte d'une neutralité impossible, inconvenante et essentiellement contraire à l'intimation du 16 Décembre.

Ce fut dans ces circonstances critiques qu'arriva dans le Rio de la Plata le seul fonctionnaire public qui, jusqu'aujourd'hui, fasse une honorable exception à la conduite de ceux que nous blâmons. Le Commodore Purvis, sans y être appelé par Mr. Mandeville—car il ne lui donna aucun avis officiel de sa note du 16 Décembre, qui put lui faire croire que l'emploi de la force serait nécessaire—comprit qu'il y avait dans le Rio de la Plata des intérêts anglais à protéger, l'honneur anglais à soutenir, des devoirs de civilisation et d'humanité à remplir, et il se rendit spontanément du Rio de Janeiro à Montévidéo.

Le Commodore Purvis était parfaitement étranger à la lutte et aux événements du Rio de la Plata. Résidant habituellement à Rio de Janeiro, où il est aujourd'hui de mode d'exalter Rosas, il ne pouvait guère éprouver de sympathies qu'en faveur du Gouvernement dont il entendait constamment l'éloge. Mais il arrive à Montévidéo, voit les choses par lui-même, les examine avec une froide impartialité; et sa raison, sa conscience, ses sentiments et son honneur, tout se réunit pour condamner le système d'un Tyran qui, dans son opinion, menace de détruire pour toujours, dans ces vastes et opulentes régions du Rio de la Plata, tous les éléments d'ordre, de tranquillité et de richesse, capables d'attirer à elles les étrangers de toutes les parties du Globe.

Sans autre guide que la vérité, un jugement sain et un cœur pur, le Commodore Purvis comprit facilement la tendance du système de Rosas; il comprit le motif et le but pour lesquels le Gouvernement de Sa Souveraine, avait résolu de mettre un terme à la lutte: mais il ne comprit pas, et nous croyons qu'il ne pourra jamais comprendre, la Logique Diplomatique des auteurs de la note du 16 Décembre, qui, après avoir déclaré que la France et l'Angleterre étaient résolues à ne pas rester neutres, prétendent maintenant garder une stricte neutralité.

Dans le conflit d'une contradiction si flagrante, le Commodore Purvis adopta le sage parti de s'en tenir aux actes officiels plutôt qu'aux renseignements privés du Ministre de la Reine à Buenos Ayres. Ceux-ci n'exprimaient que les idées

de l'individu, tandis que ceux-là témoignaient des résolutions arrêtées par le *Gouvernement de la Grande Bretagne*.

Prenant pour point de départ l'acte officiel du 16 Décembre, le Commodore Purvis intima, le 17 Février, au Général Brown, commandant la flotille de Buenos Ayres, de s'abstenir, comme sujet britannique, de prendre part à la guerre, aux termes d'un acte du Parlement de la Grande Bretagne.

Cette démarche n'était rien de plus qu'une conséquence naturelle de l'acte officiel du 16 Décembre ; et cependant, si nous en croyons des rapports d'une haute gravité, le Ministre de la Reine à Buenos Ayres l'aurait considérée avec indignation et s'en serait scandalisé ; et le *British Packet*, organe et défenseur du Ministre, et la *Gazete Mercantile*, écho salarié de Rosas, le censurent et le blâment en termes insultants et sauvages.

Malgré tout, les arguments par les quels le *Journal anglais du Dictateur* prétend prouver que le Commodore a fait une fausse application de l'acte du Parlement et lui a donné un effet rétro-actif, se détruisent à la simple lecture des premiers mots de la note du commandant anglais au Général Brown, et par l'application que l'on peut leur faire d'une seule reflexion. Le Ministre de la Reine—unique organe de S. M., accrédité à Buenos Ayres—venait de déclarer officiellement : que la volonté de sa Souveraine était que la guerre cessât et que Rosas ne commit pas de nouvelles hostilités. Le Commodore se dit alors : " puisque tels sont l'intérêt et la volonté manifestés de la Reine, tout sujet anglais qui prend part à cette guerre agit contre la volonté et l'intérêt de sa Souveraine ;" et il intima à Brown, sujet anglais, de n'y pas prendre part, exprimant formellement et clairement que le motif de cette prohibition était la déclaration de la Reine faite par l'intermédiaire de son Ministre. Telle est la teneur, tel est le sens unique de la note du Commodore, et, pour oser nier la justesse de l'application de la loi anglaise, il faut aussi nier l'existence de la déclaration de la volonté de la Reine, faite le 16 Décembre ; et, par malheur pour le *British Packet* et ses soutiens, nier est impossible.

Ni Guise, ni Cochane, ni aucun des chefs de la marine anglaise, que cite le journal de Rosas, ni le Général Brown lui-même, ne se sont jamais trouvés dans le cas où ce dernier se trouve aujourd'hui : aucun d'eux n'a servi contre les intérêts officiellement manifestés, du *Gouvernement de la Grande Bretagne* ; on n'a donc pu appliquer à aucun d'eux l'acte du Parlement.

Et nous demandons—non au *British Packet*, dont l'éditeur a abdiqué en faveur de Rosas la faculté de penser et de répondre—nous demandons au Général Brown lui-même : si demain l'on recevait d'Angleterre l'ordre de rendre son intervention armée effective dans la question de la Plata, si demain commen-

çaient les hostilités entre le pavillon anglais et le pavillon argentin, pourriez-vous, Général Brown, servir sous celui-ci contre celui de votre patrie ? Si, ce que sincèrement nous ne voulons pas croire pour l'honneur du vieux marin, si Brown servait ainsi, un commandant anglais ne pourrait-il pas le traiter comme pirate ? Nous sommes convaincus que Brown nous répondrait qu'il ne servirait pas contre le pays qui l'a vu naître et que, s'il le faisait, il se rendrait coupable du dernier châtiement. La *Gazette* même le reconnaît implicitement.

Eh ! bien : les hostilités ne sont pas déclarées, et c'est pour cela que le Commodore Purvis n'a pas procédé de fait contre le Général Brown ; mais le Gouvernement anglais a déclaré que son intérêt et sa volonté sont que la guerre cesse ; et le Commodore a signifié à Brown les exigences de la loi anglaise, à fin qu'il ne serve pas contre la volonté et l'intérêt de sa souveraine.

S'il y a erreur—on ne peut rien lui imputer de plus—dans la démarche du Commodore Purvis, la base de l'erreur est l'acte officiel du 16 Décembre.

Le Commodore a déclaré en outre, d'après l'affirmation du *British Packet* et de la *Gazete Mercantile*, qu'il ne permettrait aucune hostilité de la part de l'escadre de Brown contre la ville de Montévidéo, parcequ'elle renferme d'immenses propriétés et un grand nombre de sujets Anglais, qui en souffriraient considérablement, et qu'il est de son devoir de protéger : les deux journaux appellent cela rompre la neutralité.

En premier lieu, un mois avant l'arrivée du Commodore Purvis dans le Rio de la Plata, cette déclaration avait été faite à Brown par les Commandants des Stations Française et Anglaise, et par ordre des Ministres résidant à Buenos Ayres. La ville entière de Montévidéo se rappelle parfaitement que, lorsqu'arriva la nouvelle de l'intimation du 16 Décembre, elle fut notifiée à Brown, qui répondit qu'il n'était pas venu pour hostiliser la ville. Ce n'est donc pas le Commodore Purvis qui, le premier, établit la prohibition. Elle existait à son arrivée ici ; et elle existait uniquement comme conséquence de l'acte officiel du 16 Décembre. Pourquoi la considérer aujourd'hui comme une nouvelle mesure adoptée par le Commandant en chef des forces navales de la Grande Bretagne ? Est-ce là de la bonne foi ?

En second lieu, la flotille de Buenos Aires est commandée par un anglais : beaucoup de ses capitaines sont anglais : des anglais composent la majeure partie de ses équipages effectifs ; le commandant en chef des forces anglaises était donc, envers son gouvernement, dans l'obligation d'empêcher qu'une flotille ainsi composée commit des hostilités qui auraient compromis gravement les personnes et les propriétés anglaises.

En troisième lieu, ceux qui arguent ainsi de neutralité

violée, oublie que le Ministre Anglais avait déclaré *officiellement*, le 16 du mois de Décembre, que son Gouvernement ne voulait pas rester neutre : qu'il était résolu à mettre un terme à la lutte entre les deux Etats et qu'il exigeait l'*immédiate* cessation des hostilités. Cet *acte officiel* était l'unique base, légitime et sûre, de la conduite du Commodore ; conséquent à ce principe, il est évident qu'il ne rompait pas une neutralité que son gouvernement déclarait, par l'organe du Ministre, ne vouloir pas conserver, et qu'il empêchait une des hostilités que le Ministre avait enjoint de faire cesser. Cette conduite, aux yeux de tout homme vraiment impartial, est conforme à la vérité, à la logique de la probité et du bon sens ; peut-être ne l'est-elle pas à la *logique tortueuse des Diplomates*.

Le rejet d'un blocus partiel, essayé par Rosas, est encore un des actes que les partisans du Dictateur reprochent au Commodore, bien que ce soit un des plus faciles à justifier. Nous nous abstenons, pour le moment—par ce que nous ne les connaissons pas à fond—de rechercher les autres raisons sur lesquelles il a pu se fonder pour s'opposer à cet acte d'inutile hostilité, afin de ne nous arrêter qu'à la première de toutes, à celle qui n'admet ni détours ni ambages—l'*acte officiel du 16 Décembre*. Eh ! quoi : le Commandant en chef des forces anglaises, pourrait, après avoir vu cette intimation officielle, consentir à ce qu'une escadre commandée et, presque toute, armée par des anglais, vint affamer une place où des centaines d'anglais ont leurs résidences et leurs affaires ? Il y consentirait *lorsqu'il est évident* que cet acte d'hostilité, n'ayant pour but que d'empêcher l'introduction des vivres *frais*, n'empirait en rien la condition militaire d'une place abondamment pourvue de toute autre espèce de vivres ?

Nous ne pouvons pas quitter ce sujet du blocus, sans appeler au tribunal de l'opinion publique la conduite des Ministres de France et d'Angleterre : et nous espérons qu'ils seront condamnés avec plus de justice que le Commodore Purvis.

Rosas avait défendu le 19 Mars l'introduction de vivres à Montévidéo, et confié au commandant de ses forces navales l'exécution de sa volonté.

Les Plénipotentiaires Français et Anglais présentèrent alors à Rosas un *mémorandum*, offrant de ne pas étendre cette prohibition aux navires marchands venant de la haute mer, "à condition que les Consuls et les commandants des forces navales devant Montévidéo, emploieraient tous les moyens "en leur pouvoir pour empêcher que les bâtiments marchands "de leurs nations respectives s'employassent au cabotage pour "apporter des vivres ou des munitions dans la place."

On ne croirait pas à une mesure si extraordinaire, jusqu'à présent inconnue dans les droits des gens, si on ne la voyait

reproduite dans la note officielle du Ministre de Rosas au chef de ses forces de mer, à la date du 29 Mars, dans laquelle il cite expressément le *mémorandum des Plénipotentiaires*.

Ces Messieurs, qui prêchent la plus stricte neutralité, offrent à Rosas de faire observer le blocus, ou la prohibition de vivres, non par l'escadrille de Buenos Aires, à laquelle on défend *positivement de gêner l'entrée des navires marchands* qui pourraient apporter des vivres, mais bien par les Consuls et les Commandants des stations neutres à qui on confie le soin d'empêcher, par tous les moyens possibles, l'introduction, dans les bâtiments de leurs nations respectives, des articles prohibés par Rosas !!

Les Plénipotentiaires de France et d'Angleterre ont inventé ce nouveau système de blocus, précisément en faveur de Rosas, qui les insulte, qui les menace, qui rejette avec mépris les réclamations de leurs Gouvernements. Ils évitent à l'escadre de Buenos Ayres le soin et, embarras d'empêcher l'arrivée des vivres ; ils ôtent au Gouvernement de Montévidéo tous les moyens de protéger les expéditions calculées pour rompre le blocus, puisque, en empêchant le commerce des vivres par les neutres, il est clair que le Gouvernement ne pouvait pas exercer contre ceux-ci les hostilités dont il aurait usé contre les forces de Rosas, pour protéger ceux qui auraient cherché à tromper leur vigilance. Telle a été la conduite des Ministres signataires de la note du 16 Décembre, de ceux qui proclament la *neutralité*.

Leur *mémorandum* se fonde sur le désir d'éviter aux neutres les inconvénients de la visite des forces employées au blocus—Mais, si le blocus était légal, les neutres devaient se soumettre à tous ses inconvénients ; s'il ne l'était pas, le devoir des Plénipotentiaires les *obligeait* à le rejeter en termes nets et précis. Mais reconnaître ce blocus, et vouloir éviter ses inconvénients, en le faisant exécuter par les neutres, c'était commettre contre le gouvernement de Montévidéo un acte d'hostilité mille fois moins pardonnable que celui qu'on accuse le Commodore Purvis d'avoir commis contre Rosas.

Soit qu'il parle *ou qu'il se taise*, Rosas ne peut jamais dire la vérité. C'est la base de son système. C'est ainsi que la *Gazette et le British Packet*, qui ont rempli tant de colonnes pour censurer la conduite du Commodore Purvis, ont pris grand soin de ne jamais parler de la note du 16 Décembre, du Ministre Mandeville. (1) Ce document officiel est le point de départ, la

(1) *Cela était écrit avant que le British Packet ne se fût occupé de cette note. La manière dont il l'a fait n'a rien changé à la nature de la question.*

base, la défense, la justification du Commandant en Chef des forces Britanniques : séparer sa conduite de cet acte, c'est dénoncer le fait en cachant la cause, c'est agir avec *mauvaise foi*, c'est tendre un piège au lieu de produire une conviction.

Mais ces deux journalistes et Rosas, dont ils sont les humbles organes, se trompent misérablement s'ils croient tout le monde assez aveugle pour ne pas voir leur fourberie.

Il est possible que Mr. Mandeville se repente aujourd'hui d'avoir établi, dans cette question, le très grave précédent du 16 Décembre ; mais c'est lui-même qui l'a établi, en invoquant *positivement les ordres de son Gouvernement* ; qu'il en subisse donc les conséquences naturelles ; qu'il supporte seul le poids de la responsabilité qu'il s'est imposée.

Mais la conduite du Commodore Purvis a bientôt été justifiée par un fait, qui, sans doute, ne restera pas sans résultat et dans lequel les Gouvernements civilisés du monde entier puiseront une nouvelle preuve contre ce système féroce, qui, pour la honte de la société, trouve encore des défenseurs. Nous voulons parler de la circulaire du 1er Avril, que nous considérerons uniquement dans ses rapports avec les Agents Publics et le Commodore Purvis.

Oribe, invoquant d'une manière puérilement ridicule, le titre de *Président légal de cette République*, déclare à ces fonctionnaires qu'il ne respectera pas le caractère d'étrangers chez les sujets des autres nations qui auront usé leur influence en faveur du gouvernement de Montévidéo, ou pris parti pour lui, et leur annonce, dans le langage de sang et de taverne qui caractérise les documents de Rosas, qu'il traitera ces étrangers comme ennemis, dans leur personnes et leurs propriétés.—Le rapport qu'il y a entre cette menace féroce et la conduite sanguinaire des forces aux ordres d'Oribe, le ton du document, le vague du délit qu'il prétend châtier, l'arbitraire des catégories des prétendus criminels, et l'horreur du châtement, soulevèrent contre l'abominable cartel l'opinion unanime de la population de Montévidéo. Quiconque le niera, niera sciemment une vérité reconnue. Les amis mêmes d'Oribe traitèrent la circulaire *d'imprudance stupide*, et Mr. le Ministre Mandeville déclara que ce document était inexcusable (unwarrantable).

Cet écrit imposait sans doute quelque *devoir* aux Agents Publics auxquels il était adressé. Nous ne prétendons pas que tous le considérassent comme, hors d'ici, *tout le monde* le considérera comme le délire de la fièvre de sang qui dévore les tyrans : mais nous prétendons que les Agents accrédités auprès du Gouvernement de Montévidéo et qui, par ce fait, le tiennent pour légitime ; que ces Agents dont les Souverains font des traités avec ce Gouvernement, ne devaient pas consentir en silence qu'un simple particulier leur écrivit *officiellement* pour

traiter ce Gouvernement, auprès duquel ils résident, *d'infâme, de rebelle et de sauvage*. Ils auraient dû, par quelque manifestation publique, prouver qu'ils blâmaient cette démarche ; parceque, du moment que le Gouvernement savait qu'ils avaient reçu cette note *de son ennemi*, il avait le droit de demander comment la considéraient les Agents qui résidaient auprès de lui.

Parmi eux, le Consul de France avait un devoir spécial à remplir, parce qu'Oribe s'adressait à lui en invoquant un titre que le Gouvernement Français avait déclaré *officiellement*, par l'organe du Comte De-Lurde, ne pouvoir accorder à Oribe

Mais ni le Consul de France, ni aucun autre Agent Etranger, à l'exception des Anglais, n'ont fait la moindre observation contre la Circulaire ; tous se sont tus en présence de la frénétique menace ; tous ont tacitement sanctionné l'insolite attentat.

Seuls, le Consul Général intérimaire de la Grande Bretagne et le Commodore qui commande les forces anglaises sur notre rade, ont senti toute l'injustice, toute la violence de l'outrage, tout le crime de lèse-humanité que renferme la Circulaire : seuls, ils ont compris que l'honneur de leurs postes, la sécurité de leurs compatriotes, les explicites déclarations de leur Gouvernement, et le respect dû à la République, leur imposaient le devoir de marquer d'une noble réprobation cet acte d'audace et de sang, et d'exiger positivement *sa rétractation publique*.

Et ils l'ont fait : et cet acte généreux est à nos yeux, comme il le sera aux yeux du monde civilisé, un titre d'honneur pour ces deux fonctionnaires, dignes représentants d'un peuple libre. La conduite du Commodore Purvis, à l'occasion de la Circulaire d'Oribe, est le point qui le lie plus directement à l'objet de cet opuscule, parcequ'elle forme un contraste unique, et bien honorable, avec celle que, depuis douze ans, les Agents Etrangers ont tenue à l'égard du système de Rosas.

Le Marin Anglais, appelé à s'opposer à la prétention démesurée de la Circulaire, est le premier qui, ouvertement, en présence de Rosas, de son lieutenant et de ses forces, ait représenté sous son véritable jour, et avec l'autorité de sa signature, le système de ce Tyran, comme l'intérêt de l'espèce humaine exigeait qu'il apparût. C'est lui qui, le premier, a eu la fermeté de déclarer à la face du monde entier une vérité, que tous les autres Agents Publics ont reconnue comme lui, mais qu'aucun d'eux n'a osé proclamer solennellement.

Non : aucun homme d'honneur ne peut disconvenir que la violence manifestée dans la circulaire d'Oribe, la *cruauté de la menace qu'elle renferme et le langage dans lequel elle est conçue*, " ne fassent rougir jusqu'au plus misérable despote de la cote de Barbarie " ; personne ne peut ignorer que les *châtiments horribles*, dont il menace, et le crime non qualifié auquel il les ap-

plique, " ne reposent sur aucun principe de justice, ni sur le " droit legal des parties belligérantes " : et tout le monde comprend que cette fureur de confisquer et de tuer " est une preuve de cet esprit cruel, atroce, dans lequel il a fait la guerre, " et qui lui a valu la réprobation de tous les honnêtes gens. " Tous le savent, le reconnaissent, le sentent : mais tous ont abdicqué, en faveur du Commodore, l'énergie et l'honneur de déclarer cette vérité : et le Commodore a accepté avec orgueil cette haute position que tous lui abandonnaient.

Les parasites de Rosas ont senti le coup mortel que cette noble déclaration de la vérité portait au système du mensonge et du crime, et ils se sont déchainés contre elle dans la *Gazette* et dans le *British Packet*. Ils prétendent que le Commodore Purvis n'était pas compétent pour connaître de la légalité du titre de *Président légal* que se donne Oribe, et cela prouve seulement le jugement et la bonne foi des avocats de Rosas. Le Ministre de la Reine à Buenos Ayres avait expressément déclaré au Dictateur que l'Angleterre ne reconnaissait pas les prétentions d'Oribe à la Présidence de la République. Ce Ministre venait de conclure avec le Gouvernement Oriental un traité, ratifié par le Général Rivera lui-même, comme *Président de la République* ; comment donc, en face de pareils actes, refuser au Commodore Purvis le droit de nier à Oribe un titre que rejetait la Souveraine de la Grande Bretagne ? Ou bien devait il reconnaître deux Présidents de la République ? Dire qu' Oribe est un *prétendant* appuyé par les armes étrangères, n'est pas émettre une opinion, c'est déclarer un *fait* : or chacun a le droit de déclarer les faits.

Les gazetiers de Rosas ajoutent que le Commodore avec un peu de réflexion, se serait abstenu de jeter à la face d' Oribe le reproche d'atrocité dans la guerre qu'il nous fait, pour que celui-ci ne le reprochat pas à son tour les scènes de cruautés dont l'Indus vient d'être le témoin. Les Anglais ici et chez eux, le Gouvernement Anglais lui-même, apprécieront à sa juste valeur l'Anglais qui imprime et publie, dans un journal anglais, un pareil argument ; heureusement cette tâche n'est pas la notre. Mais nous avons le droit de déclarer que l'argument du *British Packet* équivaut à un aveu positif des atrocités dont on accuse Rosas et ses lieutenants ; et nous ajouterons qu'un crime commis dans l'Afghanistan n'excuse pas les crimes commis ici, et ne ferme pas la bouche à un homme d'honneur lorsqu'il veut les dénoncer.

Au reste, que la *Gazette* et le *British Packet* ne prennent pas la peine de défendre le système de leur maître ; nous avons aux portes de Montévidéo le Général Oribe qui se chargera de démentir, par ses actes, ceux qui tenteraient de le défendre par leurs paroles. Il n'y a pas encore quinze jours que ses troupes

ayant fait prisonniers huit français du corps des Volontaires de la Liberté, les ont sur le champ *décapités* : ces bêtes féroces ont emporté leurs têtes ; cette semaine même, pareille scène s'est renouvelée sur d'autres prisonniers. Cela se passe sous les yeux de milliers d'étrangers qui habitent Montévidéo et qui voient les *troncs mutilés des prisonniers que fait Oribe* : quels arguments emploieront la *Gazette* et le *British Packet* pour prouver que c'est un mensonge ?

La *Gazette*, pour juger le Commodore Purvis, a écrit un énorme article, production indigeste et ridicule d'un de ces savants vermoulus, dont toute la science consiste à compiler des volumes dont ils ne lisent que les morceaux qu'ils citent ; elle y a entassé, jusqu'au dégoût, les doctrines que les étudiants savent par cœur, pour prouver ce que sont et la neutralité, et le droit des parties belligérantes, suivant la loi des Nations.

Nous ne nous donnerons pas le ridicule de lui répondre ; mais nous ferons, pour les hommes sensés, une observation générale, qui répond à notre but.

Rosas invoque en sa faveur les principes du droit des gens, il veut que les nations neutres lui accordent toute la liberté d'action qui appartient à un belligérant, en même temps que lui ne reconnaît aucun principe, n'admet aucun droit comme frein à sa conduite ; alors qu'il désole les pays auxquels il fait la guerre, égorge les prisonniers qui tombent entre ses mains, même après les capitulations formelles qui leur assurent la vie (1) ; et proclame, dans tous les documents qu'il publie, *l'extermination de ses ennemis*. Nous demanderons ici : le belligérant qui agit de cette manière, qui se place lui-même en dehors du droit des gens, peut-il invoquer en sa faveur les avantages et les principes qui n'appartiennent qu'à ceux qui les respectent ? Non, mille fois non : et, puisque l'on cite les publicistes, nous dirons à notre tour que tous ceux qui sont dignes de ce nom élèvent énergiquement la voix contre les Tyrans, fléaux de l'humanité, qui gouvernent comme gouverne Rosas ; que tous les déclarent hors la loi, que tous autorisent l'extermination, *par quelque moyen que ce soit*, de pareils ennemis du Genre Humain.

Cette place est la seule qu'occupe Rosas dans le droit des gens : et lui et ses parasites, avant d'invoquer en leur faveur les principes de cette loi universelle, auront à prouver qu'ils ne sont pas coupables des énormes attentats qui leur en retirent la protection.

Pour en revenir à la circulaire d'Oribe, le Commodore

(1) Le Colonel Acha fut décapité après une capitulation solennelle.

Anglais, obligé de protéger contre elle ses nationaux qui le lui demandaient, exigea péremptoirement qu'il la retirât et qu'il garantît les personnes et les propriétés des sujets de la Grande Bretagne. Oribe est disciple de Rosas, sectaire du système : il n'est orgueilleux et féroce qu'avec le faible, il ne répand le sang que de l'être inoffensif : mais, s'il rencontre de l'énergie et de la fermeté, il courbe humblement la tête et cède, jusqu'à ce qu'il puisse se venger. Soumis, il retira la circulaire et s'engagea à traiter les personnes et les propriétés Britanniques conformément au droit des gens.

Nous ne savons comment le Commodore Purvis considéra la dernière réponse d'Oribe, mais le *British Packet* et surtout la *Gazette de Buenos Ayres*, se sont chargés de prouver que Rosas, de qui dépend Oribe, loin de tenir la circulaire pour retirée, soutient que les sujets Britanniques, résident à Montévidéo, ont déjà encouru les peines qu'elle fulmine.

De toute manière, le fait est qu'Oribe n'a pas donné, et ne peut pas donner, de garanties au Commodore Purvis, ni à personne, soit comme homme privé, soit comme homme public. Ses actes prouvent cette vérité.

Oribe, réellement revêtu du titre de Président de la République, abdiqua cette dignité devant l'Assemblée Générale, par sa note du 23 Octobre 1838. La raison qu'il donna de cette abdication fut "qu'il était convaincu qu'en restant au pouvoir, il était le seul obstacle au retour de la tranquillité dont la République avait un si grand besoin." Il ajouta "qu'il agissait ainsi parcequ'ainsi l'exigeait la paix du pays; et parce qu'il comprenait que les sacrifices personnels sont un holocauste du bien général." Après une déclaration si solennelle, faite sur son honneur et sous la garantie de sa signature, nous voyons ce même homme redemander, les armes à la main, le pouvoir auquel il a renoncé; et loin de croire que ce soit un obstacle à la tranquillité que réclame la République, loin de faire le sacrifice personnel de son ambition comme holocauste au bien général, il conduit dans sa patrie des armées étrangères, désole les campagnes, et ruine une ville entière qu'il ne connaît même pas, car elle s'est élevée depuis qu'il a quitté le pays.

Et quoi! l'homme qui dément ainsi ce qu'il a juré sous la responsabilité de sa signature, devant la Représentation Nationale, cet homme méritera qu'on le croie lorsqu'il assure, dans une note adressée à un chef étranger, qu'il respectera les personnes et les propriétés Britanniques?

Ce n'est pas tout encore. Oribe commandait l'armée qui, par ordre de Rosas, nivela avec le sol les peuples argentins. Sous ses ordres combattait don Angel Pacheco, auquel il enjoignit de soumettre les provinces de *Cuyo*. Pacheco combattit contre le Colonel Acha qui, ne pouvant résister, capitula sous

la condition expresse que sa vie et celle de ses soldats seraient respectées.

Ainsi le prouve la dépêche officielle du chef qui força Acha à se rendre. Ce général Pacheco, le même qui est ici de vant Montévidéo, sous les ordres d'Oribe, et qui s'y trouvait déjà alors, eut en son pouvoir, pendant plus de trente jours, ce même Colonel après sa capitulation; au bout de ce temps il lui fit trancher la tête! et communiqua officiellement à Rosas cet horrible attentat.

Nous le répéterons encore : ceux qui de sang froid font couper la tête à un homme qui se rend avec la garantie de sa vie, après l'avoir retenu prisonnier pendant un mois, respectent-ils la promesse simple et ambiguë de traiter, selon le droit des gens, des étrangers qu'il déclare détester?

Malheur à celui qui s'endort dans cette fausse sécurité! Il ya treize ans que Rosas, en commentant le traité qu'il fit avec le Général Lavalle, et qu'il viola ensuite dans tous ses articles, proclama cette maxime : "qu'avec les tigres il n'y a pas de traité : qu'on leur tend des pièges, et quand'ils y sont tombés, on les tue." Et l'auteur de cette doctrine invoque le droit des gens !!

Nous disons que la promesse d'Oribe est ambiguë. En effet tout le monde doit reconnaître qu'elle est évidemment captieuse. Il ne s'oblige à rien de plus qu'à traiter les sujets britanniques conformément au droit des gens; or, Oribe entend que le droit des gens l'autorise à décapiter ses prisonniers; et il vient de le faire précisément à huit sujets étrangers, deux jours après avoir signé cette garantie.

La *Gazette Mercantile*, organe direct de Rosas, traitant cette matière, vient d'affirmer d'une manière tout à fait déterminante, que le droit des Nations autoris même une guerre d'extermination. (1) Par conséquent Oribe confisquera les propriétés des anglais, et tranchera la tête à ceux qu'il nomme coupables, en soutenant qu'il agit conformément au droit des gens.

Si non, qu'on demande à Oribe, à Rosas, à la "*Gazette Mercantile*," au "*British Packet*," s'ils croient manquer au droit des gens quand ils égorgent leurs prisonniers; ils répondront que non.....

Mais à quoi bon insister davantage sur cette démonstration? La *Gazette* et le *British Packet* soutiennent comme légitime et même comme protectrice pour les étrangers la circulaire d'Oribe, et ils prétendent que le Commodore Purvis a abusé de la force en réclamant contre elle. Oribe dépend de

(1) *Gazette Mercantile* du 3 Mai courant.

Rosas; or, Rosas après la promesse de celui-la et le retrait de sa circulaire, persiste à soutenir la doctrine et les menaces de cet étrange document. Où est donc alors la *garantie* ?

Nous le répétons: nous ne savons pas comment Mr. le Commodore Purvis envisagera ce point; mais, (nous le désirons ardemment et même nous l'espérons) qu'il comprenne bien toute la captieuse supercherie de la réponse d'Oribe, et que cet antécédent serve à produire un bien que l'humanité réclame à grands cris.

Nous nous expliquons.

Le Commodore Purvis est le premier qui, en présence de Rosas, a classifié, comme il le mérite, l'horrible système de ce tyran. Et il est aussi le premier, selon les informations que nous avons prises, qui a commencé à demander au nom de l'humanité la régularisation de cette guerre d'extermination et de scandale, en attendant le moment de la faire cesser.

Et voici une autre responsabilité très grave qui pèse sur les agents étrangers.

En Grèce, en Espagne, partout où la fureur effrénée de misérables sans religion et sans loi a répandu froidement le sang de ceux qui s'étaient rendus, et a formulé son droit de guerre en déployant la bannière noire et en donnant le signal de l'égorge-ment, les cabinets Européens ont intervenu pour arrêter cette fureur. S'ils n'en sont pas venus, dans beaucoup d'occasions, à exiger que la lutte cessât tout à fait, ils ont du moins voulu qu'elle se régularisât, qu'on n'épouvantât plus le monde et qu'on n'offensât plus l'Être Suprême par d'horribles et inutiles boucheries; que le poignard de l'assassin ne répandit plus le sang que la Providence soustrait au fer des combattants; que la guerre en fin s'assugétit à la doctrine et au droit qui aducit ses devastations obligées. Cette intervention a été fréquente; et elle est toujours noble, humaine et nécessaire.

Mais parmi nous, sur les rives de ce malheureux fleuve de la Plata, la volonté d'un seul homme fait tomber les têtes par centaines; il fait la guerre en détruisant les villes et leurs habitants; il fusille dans une seule matinée, au centre même de la capitale de B. Ayres soixante douze Indiens *pampas* que lui-même avait armés; il fusille en un seul jour au milieu de son campement vingt et quelques habitants principiaux de Cordova, qu' Oribe lui avait envoyés de cette province, parmi les quels trois vieux et respectables prêtres; il égorge les prisonniers sur le champ de bataille; il publie sur la liste des dépenses du trésor une somme d'argent payée à ceux qui ont coupé telle ou telle tête. (1)

(1) Dans un des N.^{os} de la Gazette Mercantile du mois d'octobre 1840, que nous regrettons ne pas avoir sous la main,

Et les agents étrangers qui le voient ne se donnent aucun mouvement en faveur de l'humanité, ils n'exigent pas, ils ne *demandent* pas même que la guerre se régularise; que cet homme garde enfin le caractère de belligerant et abdique celui d'assassin public! En effet, aucun pas dans ce sens n'a encore été fait par les agents étrangers. Tous paraissent aussi avoir abandonné au noble marin anglais l'honneur d'établir cette œuvre d'humanité et de christianisme. Espérons qu'il y persévérera avec la constance et la foi qui naissent de la conscience d'un devoir.

Qu'il ne se laisse par détourner par les criailleries frénétiques des hommes soudoyés par Rosas, ni par l'indifférence glaciale des diplomates. Les premiers menacent par lâcheté et n'ont d'autre énergie que celle de la peur. Quant aux derniers, il importe beaucoup que le monde voie celui qui se refuse, après y avoir été invité, à concourir au saint objet de régulariser une guerre d'extermination.

Oh, si! que le Commodore insiste dans son noble projet; qu'il appelle à son appui tous ceux qui, sur les deux rives de la Plata, représentent des gouvernements civilisés! Ceux qui le suivront participeront à l'honneur et au lustre qui ressortent de la seule tentative; tandis que le monde entier marquera de son sceau ineffaçable ceux qui se refuseront à a sainte tâche. Rosas ne cédera pas; il soutiendra qu'il a le droit d'égorger les prisonniers. La *Gazette*, organe connu du dictateur, l'indique déjà. Peu importe: il faut insister pour le bien avec une ténacité plus grande que celle des méchants pour le mal. C'est le moyen d'accélérer la chute de cet horrible système de sang; et de faire ressortir la coupable tolérance avec laquelle l'ont toujours considéré les agents qui ont vécu auprès du dictateur.

Au moment même où nous écrivons il vient de se passer un fait qui aurait dû déjà avoir provoqué de sérieuses récriminations de la part de ceux qui ont signé la note du 16 Décembre; mais qui paraît avoir passé sans exister la moindre attention: nous voulons parler de la nouvelle insurrection de Corrientes.

Il ya quatorze ans que Rosas essaie son système contre une poignée de revoltés, selon lui, et que cependant il n'a pu vaincre dans un laps de temps aussi considérable.

Il gagne le 6 Décembre une bataille, qui lui soumet, le 14,

se trouve un tableau dépenses des du Trésor dans lequel figure un article ainsi conçu: " Au juge de paix des Quilmes (cela nous semble) pour remettre aux deux hommes qui ont coupé la " tête au sauvage unitaire Galindez....." Cette gazette fut présentée à l'Amiral Mackau qui allait alors à Buenos Ayres.

toute la province de Corrientes, celle qui lui avait fait le plus de résistance. Le premier usage qu'il fait de son triomphe, est une résolution des prétendus représentants de la Province conquise, en investissant son gouverneur d'un pouvoir discrétionnaire et arbitraire, "pour l'incessante persécution et l'entier anéantissement des unitaires, et pour resserrer la parfaite harmonie de principes et de procédés fédéraux avec tous les peuples de la confédération." Le gouverneur, ainsi autorisé, fulmine le 20 Mars un horrible décret de proscription, de confiscation et de mort contre les vaincus. (1) Et quel a été le résultat de la continuation de ce barbare système? Dix jours après la publication du décret, le 1er. Avril, une nouvelle insurrection commença dans la province; le 12 elle était déjà générale. Et le gouverneur qui rendit le décret, et les représentants qui l'avaient investi du pouvoir discrétionnaire, s'enfuirent pour aller se mettre sous la protection de Rosas.

Le résultat a été une nouvelle guerre qui commence, une nouvelle nécessité d'armements, de ruine, de sang, et cela après quatorze ans d'essai de son système. He bien; les Agents qui ont signé la note du 16 Décembre ne croient-ils pas qu'il est temps de dire — *c'est assez!*

Ne croient-ils pas que cette marche, continuée de la sorte, n'a point de terme et que plus elle durera, plus féroce chaque jour elle deviendra! Ne voient-ils pas que le Rio de la Plata marche directement à l'état ou se trouve le Paraguay? Ne comprennent-ils pas qu'il y a pour eux obligation d'éviter ce résultat?

Ne voient-ils pas que les peuples qui reçoivent, pour prix de leur soumission, des confiscations et des assassinats en masse, se soulèveront mille fois, quoique mille fois vaincus, et qu'ils combattront avec acharnement jusqu'au dernier soupir? Ou prétendent-ils que ces peuples doivent consentir docilement à se laisser égorger, comme moyen unique de conserver les bonnes grâces du Dictateur ensanglanté?

Nous sommes presque tentés de le croire, ainsi lorsque nous voyons avec quelle indignation mal comprimée le "British Packet," organe de Mr. Mandeville, attaque le Commodore Purvis, pour avoir empêché que Montévidéo soit aujourd'hui au pouvoir d'Oribe; ce qui, selon le journal Anglais et la Gazette, eut terminé la guerre, seul désir du Gouvernement Britannique. Non, certainement non, (pour l'honneur de l'Angleterre et de l'humanité) ce n'est pas là le moyen de terminer cette guerre, comme le désirent les puissances médiatrices: la note du 16 Décembre dément l'as-

(1) Ces deux documents se trouvent insérés dans la Gazette du 20 Avril dernier.

sertion mensongère du "British Packet": le Ministre Mandeville a dit le contraire de ce que dit aujourd'hui la feuille, organe du même ministre. Bien loin que le Gouvernement Britannique désirât voir se terminer la guerre par la soumission de Montévidéo au pouvoir dévastateur de Rosas, le Ministre de la Reine exigea le 16 Décembre que les troupes du dictateur ne dépassassent pas les frontières argentines; c'est à dire qu'on n'introduisit pas à Montévidéo, vaste entrepôt du commerce, centre de civilisation et de richesse, le barbare système qui a ruiné Buenos Ayres. Telle fut l'intention bien positive du Gouvernement Britannique, et elle s'accorde mal avec la conclusion de la guerre, comme la voudrait le "British Packet" et peut-être aussi son patron avoué.

Le Commodore Purvis, s'il avait empêché que Montévidéo tombât entre les mains d'Oribe et de Rosas, n'aurait fait que remplir les désirs manifestés de son Gouvernement, que travailler strictement dans le sens de l'intimation du 16 Décembre. Par cette intimation le gouvernement Anglais dit à Rosas: "Vous n'envahirez pas Montévidéo." Un chef Anglais avec les moyens de s'opposer à l'invasion, aurait rempli, en l'empêchant, le devoir que lui imposait cette intimation officielle de son gouvernement. Mais le Commodore Purvis ne l'a pas fait; et le "British Packet" et la "Gazette" l'attaquent sur ce point aussi faussement que sur les autres; il ne l'a pas fait, et peut-être Mr. Mandeville est-il coupable de ce que les forces que commandait le Brave Marin, n'aient pas rendu les services qu'autorisait l'intimation.

A présent, nous nous bornons uniquement au fait. Oribe n'a pas pris la place de Montévidéo, parcequ'il n'a pu, parcequ'il ne peut la prendre; parceque les moyens lui manquent pour cette entreprise et que l'attaque lui fait peur. Avant l'arrivée du Commodore dans le fleuve de la Plata; le fossé était déjà ouvert; déjà s'était élevée la muraille qui enceint Montévidéo; elle avait, tout montés, une grande partie des canons qui la défendent; et le jour qu'Oribe parut sur le sommet du Cerrito, six mille hommes d'infanterie étaient rangés sur la ligne des fortifications. Depuis lors Oribe, n'a pas fait la moindre tentative contre la place, et nous défions qui que ce soit, d'établir qu'il ait tenté la moindre démonstration, non pas d'attaque, mais seulement de reconnaissance sur notre ligne.

S'il n'a pas même osé cela, comment peut-on affirmer que s'il n'a pas pris la place, c'est à cause du Commodore Purvis? Quels secours ce chef a-t-il fournis à ceux qui la défendent? Son caractère est trop franc et trop loyal pour l'avoir tenté secrètement: si son intention avait été de les donner, il l'aurait fait à la lumière du jour et avec l'énergique franchise qui lui a fait marquer du sceau de réprobation la Circulaire d'Oribe. C'est

ce capitaine farouche, lâche autant qu'inhabile, qui a laissé fortifier la place ; c'est son impéritie et son irrésolution qui ont donné le temps au Général Rivera d'organiser en sa présence des forces de cavalerie supérieures aux siennes et qui le mettent aujourd'hui aux abois ; qui ont permis à la Place de déployer cette activité qui a improvisé des fortifications, qui a formé des corps des soldats aguerris et organisé une milice nombreuse ; qui a monté et placé en batterie plus de cent vingt pièces de canons, arrachés aux coins des rues où ils servaient de bornes ; cette activité enfin qui a étourdi Oribe, déconcerté Rosas et brisé le pouvoir de tous les deux.

Le Commodore Purvis n'a été pour rien dans tout cela. Il est vrai, et nous le reconnaissons avec une vive satisfaction, il est vrai que les mesures prises par lui en conséquence de la note de Mr. Mandeville du 16 Décembre, et pour la défense de ses nationaux, a puissamment favorisé la cause du gouvernement ; de même que celle de Rosas a d'autant gagné par les *memorandum* de Mr. Mandeville, par la conduite de ce Ministre, postérieure à cette intimation, par son mépris des représentations de ses compatriotes et par son incompréhensible désaccord avec le Commodore Purvis. Mais l'influence favorable de ces mesures n'était pas plus calculée, qu'elle n'avait pour but de rompre *indument* la neutralité ; c'était une conséquence accidentelle et inévitable des mesures mêmes. Il y a plus : la plupart doivent être imputées à D. Manuel Oribe lui-même. Qui a provoqué la conduite du Commodore Purvis au sujet de la circulaire du 1er Avril ? Qui ? si ce n'est ce monstrueux documents, *inexcusable* dans l'opinion même de Mr. Mandeville.

Nous terminerons ici cet opuscule, beaucoup plus long que nous ne l'avions pensé en le commençant. Nous y avons dénoncé avec la vérité que nous dicte notre conscience, la conduite des agents étrangers, relativement à Rosas et à son système. Comme nous avons appuyé nos paroles sur des *faits* et des *documents officiels*, nous espérons qu'elles produiront, partout où on les lira, l'effet que produit toujours la *vérité*, même parmi ceux qu'elle accuse.

L'effet qui en resultera, la vérité une fois reconnue, sera de faire comprendre à tout le monde le système antisocial, irréligieux, destructeur de tout principe d'ordre et de prospérité, que représente D. Juan Manuel Rosas ; d'attirer sur ce colosse du crime la réprobation de tous les hommes honnêtes et sincères, de tous les Gouvernements civilisés et chrétiens ; de former contre lui une Ligue universelle d'opinion, qui le signale comme ennemi déclaré de Dieu et du genre humain ; qui le déclare usurpateur tyranique, d'un pouvoir qui n'est pas le sien, et lui retire les considérations et le respect dont seuls

sont dignes les hommes et les gouvernements qui respectent la loi universelle ; une ligue de civilisation et d'humanité, qui délivre cette malheureuse capitale de Buenos Ayres et les peuples désolés des Etats Argentins, de l'abîme de sang qui se comble de têtes humaines ; qui brise enfin dans les mains de l'Assassin Public, le poignard avec lequel il menace et anéantit.

Ce but, nous l'espérons, sera atteint par le pouvoir de la vérité. Notre plume n'est point mue par un esprit de parti ; personne ne peut se tromper au point de le croire : Rosas n'est pas le chef d'un parti ; ils ne prend pas même la peine de faire croire qu'il en représente un : son étendard de *fédération*, déjà fané, n'en impose à personne ; Nous mêmes, qui le combattons, nous ne sommes pas *un parti* ; la populace qui le soutient n'en est pas un non plus. En luttant contre lui, nous luttons contre une calamité universelle ; nous sommes certains et certains par une conviction réfléchie—que nous vaincrons les soldats que Rosas a précipités sur nous ; mais après les avoir vaincus, après même que la paix sera rétablie *entre les deux Etats*, nous parlerons comme nous parlons aujourd'hui ; parce que ce n'est pas l'aggression actuelle que nous combattons, c'est le système, c'est la méchanceté, la fraude, la soif de destruction qui le constituent ; et nous demandons qu'il s'élève contre ce système une Croisade de civilisation et de vertu, qui anéantisse et disperse les éléments de la barbarie et du crime.

En le demandant nous ne nous reposons pas sur la puissance de notre parole, mais nous avons confiance dans la force suprême de la vérité.

